

La Lettre d'Espaces Dialogues

n° 55 / 4^e trimestre 2011

LE MOT DU PRÉSIDENT

Il m'est revenu en mémoire un épisode de ma jeunesse : cela se passait au milieu des années 1960, dans un club d'étudiants néerlandais. S'y étaient retrouvés autour d'un verre des étudiants de toute l'Europe de l'Ouest : Irlande, Royaume Uni, Pays-Bas, Belgique, France, Allemagne, ... Et la conversation portait sur un sujet d'actualité : la construction de l'Europe. La plupart disaient : c'est une bonne chose, cela va nous permettre de gagner plus d'argent. J'avais été l'un des rares présents à suggérer que l'objectif de s'enrichir n'était certainement pas suffisant pour bâtir quelque chose de solide ; il fallait aussi développer le sentiment bien ancré d'appartenir à une communauté qui a beaucoup d'autres choses à échanger que des biens et de la monnaie, et dans laquelle la solidarité devient un réflexe prépondérant.

Il me semble que les partisans du « enrichissons-nous ! », majoritaires lors de cet échange international, ont, depuis, largement imposé leurs idées (ou leur idée fixe...). Le libéralisme est devenu, en Europe comme dans une grande partie de la planète, un dogmatisme, triomphant depuis la chute des dictatures communistes, mais avec les désordres – et leur lot de misères - que nous déplorons aujourd'hui. Un nombre croissant de citoyens, dans différents pays, s'en indignent. Beaucoup d'observateurs avisés jettent un cri d'alarme et demandent que nous réinventions notre avenir, que nous repensons les valeurs sur lesquelles sont basées nos sociétés. Parmi eux, le philosophe Dany-Robert DUFOUR dans un bel article : « *Une civilisation en crise* », dans *Le Monde* des 30/31 octobre 2011 : « *D'où vient donc cette courbe qui pousse à croire que les remèdes à la crise sont économiques ? [...] Nous vivons en quelque sorte dans un nouveau totalitarisme sans le savoir, découlant de l'impérialisme théorique de l'économisme néo et ultra libéral faisant l'impasse sur tous les autres secteurs où les hommes échangent entre eux : qu'il s'agisse des règles pour gouverner la cité, des valeurs dont ils tirent des principes, des discours porteurs de signes à la recherche du sens, des intensités et des flux pulsionnels mis en jeu* ». On ne saurait dire mieux à quel point notre démocratie est mise à mal !

Espaces Dialogues a consacré plusieurs de ses soirées débats (en particulier sous forme de « lectures citoyennes ») à ce sujet et continuera dans ce sens. Dans cette lettre, l'article de Pierre AYÇOBERRY se fait l'écho de l'une de ces lectures citoyennes.

Pour terminer sur une note plus optimiste à la veille des fêtes de fin d'année, j'emprunte encore au même article de D.R. DUFOUR une parole d'espoir : « *Plusieurs fois déjà, la civilisation occidentale a su se sortir d'impasses historiques tragiques en se réinventant un avenir possible visant la pleine réalisation de l'individu* ». Il est grand temps de s'y mettre !

Bonne année 2012 !

Jean ALLORENT

/ RETOUR SUR LE PROBLÈME DE LA PAUVRETÉ /

avec l'aide de J.K.GALBRAITH

En 1790 l'Assemblée constituante, par la voix de son Comité de mendicité, exprimait ainsi son embarras devant l'aggravation de la pauvreté : « Le législateur, placé entre la crainte de ne donner qu'une assistance incomplète... et la crainte d'accroître par une assistance trop entière l'oisiveté et la fainéantise, doit éviter ces deux écueils ». J'emprunte cette citation à l'article de Liliane AMOUDRUZ « **La notion de pauvreté dans le temps** », datant de 1998 (à consulter sur le site <http://www.espacesdialogues.org>).

Des pauvres bien embarrassants

Pourquoi revenir sur la question ? Parce que la misère perdure, bien sûr. Mais aussi parce qu'on assiste à une résurgence stupéfiante des clichés paternalistes concernant les pauvres, repris quasiment mot pour mot du texte de 1790 ou d'autres semblables. Certes, tandis que le terme de « pauvreté » est utilisé sans gêne par les économistes et les statisticiens, celui de « pauvres » semble avoir du mal à passer dans les discours politiques, sans doute parce qu'encore connoté d'une nuance d'apitoiement chrétien. Mais les périphrases sont nombreuses : « milieux défavorisés », « exclus », « Rmistes », ... même la loi de 1998 sur l'exclusion évoque pudiquement « les personnes les plus démunies ». Et quand on ne veut pas médire de tous ces malheureux, on critique sourdement la politique d'aide publique en la qualifiant d'« assistanat », « terme péjoratif, nous dit le Dictionnaire de la Langue française, qui désigne une situation où l'on est trop assisté, trop aidé et pas assez actif ». En dénonçant l'assistanat comme « un cancer de la société française », certain jeune ministre à la carrière prometteuse s'est ainsi mis en avant dans la course aux faveurs populaires (ou plutôt populistes).

Cette persistance bi-séculaire à cultiver une idée fixe serait-elle une caractéristique française ? Une rapide excursion outre-Atlantique nous révèle au contraire qu'on la retrouve partout où fleurit le libéralisme économique. Notre guide sera ici John K. GALBRAITH, le conseiller des présidents démocrates de ROOSEVELT à CLINTON, économiste keynésien et pourfendeur de l'école de l'individualisme libéral. C'est dans le cadre de cette critique qu'il a présenté ses thèses fameuses sur la domination du marché par les grandes firmes (*L'ère de l'opulence*, 1958) et sur la domination des grandes firmes par les technocrates (*Le nouvel État industriel*, 1967).

Quant au problème de l'attitude envers les pauvres, il l'a abordé plus tard et successivement sous ses deux aspects : les aberrations de l'aide au développement (*La voix des pauvres*, ou ce qu'ils ont à nous dire sur l'économie, 1984), puis les sophismes des bien-pensants des pays riches (*L'art d'ignorer les pauvres*, 1985, traduction française en 2005 seulement).

Pour bien entendre « la voix » des nouvelles nations indépendantes, il faut d'abord écarter les euphémismes : « pays non développés » ou « en développement », « pays du Sud », etc. On parlera donc sans hypocrisie de pays « riches » et « pauvres ». Ensuite il faut abandonner l'idée que le progrès économique peut être suggéré, voire imposé aux pauvres par les riches, selon le chemin qu'ils s'imaginent avoir parcouru eux-mêmes dans le passé : ainsi les tenants du socialisme soviétique proposent les recettes de la planification ; et les tenants de la libre entreprise, la priorité aux investissements dans une industrie et une agriculture de type capitaliste. Or ces deux stratégies sont fausses : le processus historique du développement a été initié au départ, non par une vague d'investissements, mais par des innovations politiques et culturelles : « Que le système politique soit stable et prévisible, honnête et efficace, que les citoyens aient l'impression fondée d'y participer, et le progrès économique suivrait... Il allait également de soi que ce progrès exigeait un haut niveau de moralité dans la gestion des affaires publiques et que sa réalisation avait pour principal instrument l'éducation populaire ». L'auteur n'a pas de mal ensuite à dénoncer les interventions des deux Empires rivaux dans les affaires des petits États, et particulièrement les effets pervers des alliances militaires et des ventes d'armes, « ruineuse quinquallerie ».

Cependant, observant les années soixante et soixante-dix, il discerne des signes d'affaiblissements parallèles dans les deux Empires, qu'il attribue à un sursaut d'autonomie des jeunes nations... C'est sans doute son séjour de deux années en Inde qui lui a inspiré cet optimisme mesuré.

Pour éviter toute mauvaise conscience

S'agissant cette fois des rapports entre riches et pauvres dans un même pays, le bref article de 1985 frappe le lecteur par une forme d'ironie cruelle, qui recherche avec un faux sérieux comment nous pouvons « nous épargner toute mauvaise conscience au sujet des pauvres ». Il s'en prend d'abord à la succession des théoriciens britanniques du XIXe siècle, de BENTHAM à SPENCER, puis à leurs disciples américains,

patrons philosophes comme ROCKEFELLER ou politiciens conservateurs comme COOLIDGE et HOOVER (avec tir indirect sur leurs héritiers récents). Le reste est un résumé de leur argumentaire, interrompu de temps à autre par un haussement d'épaules.

Cette Droite conservatrice tourne toujours autour des mêmes clichés :

- l'aide publique aux pauvres doit être limitée ou démantelée, parce qu'elle freine le progrès économique ;
 - l'État est inefficace, car paralysé par la bureaucratie des organismes sociaux ;
 - l'assistanat rend mauvais service à ceux qu'il prétend aider, en les détournant de la recherche d'un emploi ;
 - la hausse des impôts entraînée par les dépenses sociales décourage les riches d'exercer une activité productive ;
- enfin, à tous ceux que ces arguments ne satisfont pas, il reste la ressource de « s'épargner de penser aux pauvres, qu'ils soient en Éthiopie, dans le sud du Bronx ou à Los Angeles ». C'est un mécanisme de « déni psychologique », celui qui nous évite de penser à la mort.

Revenons en France. A ces zones symboliques de pauvreté massive, on pourrait ajouter, par exemple, le 93. A ces arguments des moralistes bien-pensants, la proposition de notre jeune ministre de faire travailler les bénéficiaires du RSA pendant quelques heures par semaine. Sommes-nous donc face à une idéologie universelle et irrésistible ? Pourtant, d'après le sociologue Julien DAMON (*Le Monde*, 11 décembre 2010), c'est en France qu'on trouve le moins de personnes pour penser qu'on est pauvre en raison de sa mauvaise volonté ou de sa paresse. GALBRAITH devrait trouver sans cesse de nouveaux lecteurs.

Pierre AYÇOBERRY

Pierre AYÇOBERRY est historien, professeur émérite de l'Université de Strasbourg.



Vous retrouverez toute notre actualité sur :
<http://www.espacesdialogues.org>

* * * * *

Si vous souhaitez **recevoir nos informations en temps réel** envoyez-nous votre adresse courriel sur :
espaces.dialogues@free.fr

et avec cette Lettre n°55, le **bulletin d'adhésion 2012**



Libre opinion

**Nous ouvrons ici une rubrique : "Libre Opinion" en espérant que ce premier article sera suivi de beaucoup d'autres dans nos prochaines lettres.
Le débat est ouvert...**

/ L'ENERGIE NUCLEAIRE : BOUC EMISSAIRE DE NOS PEURS ? /

Quand on cède à la peur du mal, on ressent déjà le mal de la peur.

BEAUMARCHAIS – Le Barbier de Séville – Acte II – Scène 2.

Les débats et les prises de position sur l'énergie nucléaire, trop souvent irrationnels, qui alimentent une partie de l'actualité choquant l'ingénieur que je suis.

D'abord quelques réalités : en 2009, **les kWh électriques générés en France**, l'ont été de la façon suivante (en chiffres ronds) :

Nucléaire :	76%
Hydraulique :	11 %
Thermique (combustibles):	10 %
Énergies renouvelables :	3%

Et **l'énergie primaire totale**, c'est-à-dire l'ensemble de toutes les énergies consommées en France, (259 millions de tonnes d'équivalent pétrole) se répartit ainsi :

Charbon :	4 %
Pétrole :	32 %
Gaz naturel :	15 %
Électricité nucléaire :	40 %
Électricité hydraulique :	3 %
Autres énergies renouvelables + déchets :	6%

Le nucléaire représente aujourd'hui les 3/4 de l'électricité générée et 40 % de l'énergie totale consommée en France. Il permet d'éviter d'envoyer dans l'atmosphère des centaines de millions de tonnes de gaz carbonique, gaz à effet de serre, alors que le consensus est en train de s'établir pour le rendre responsable du réchauffement climatique et des catastrophes climatiques qu'il engendre.

Le nucléaire est une énergie sûre en France où nous avons la chance d'avoir une autorité indépendante qui veille, avec compétence, à la sécurité des installations ; il est impératif d'être très vigilants à ce sujet. Autre point préoccupant, il génère des déchets ; mais ces déchets sont confinés (et non, comme le gaz carbonique, rejetés dans l'atmosphère, avec les graves conséquences que l'on commence à entrevoir).

Les énergies renouvelables : hydraulique, éolien, solaire, sont en plein développement, mais représentent actuellement seulement quelques pour cent de l'énergie totale consommée. En effet,

elles nécessitent des investissements importants, qu'il faut financer ; de plus, nous ne savons pas encore stocker de façon économique l'électricité et, pour assurer la continuité de la fourniture, il faut faire appel à l'énergie thermique, source de gaz à effet de serre, lorsque l'eau, le soleil ou le vent ne permettent plus de faire face à nos besoins.

Alors, quand on affirme qu'il faut rapidement sortir du nucléaire en entretenant une peur non raisonnée à ce sujet, sans dire quelles sont les solutions de remplacement et quel sera l'impact économique et social de tout cela, est-ce une attitude responsable ? A l'inverse, il y a encore en France chaque année plusieurs milliers de morts sur les routes (et un nombre bien plus élevé de blessés graves !) : a-t-on vu des militants s'enchaîner sur les routes pour arrêter ce massacre ? Ce serait beaucoup moins mobilisateur que la peur entretenue au sujet du nucléaire. Et pourtant !...

Que l'on ne se méprenne pas sur mes motivations à ce sujet ! De bons esprits, dont je cherche à mettre en cause les convictions, vont m'accuser de connivence avec AREVA, EDF et autres puissances. Je n'ai aucun intérêt à le faire et, bien au contraire, je suis de ceux qui pensent qu'un **effort plus important doit être fait pour réaliser des économies d'énergie et pour mettre au point des modes fiables d'utilisation des énergies renouvelables**. Un travail énorme est à faire pour cela : il est urgent et de salut public.

Mais cessons de faire appel à des peurs irrationnelles, de nous appuyer sur des a priori. Ce n'est pas comme cela que l'on bâtit une démocratie. J'ai déjà souligné dans le mot du président combien me semblaient désastreuses les conséquences d'une idéologie, l'ultralibéralisme, quand elle devient la pensée prépondérante qui dicte toute conduite : nous sommes dans une situation calamiteuse dont nous peinons à nous dépêtrer. Il me paraîtrait également risqué de nous raccrocher à d'autres dogmatismes, quels qu'ils soient, et en particulier à des slogans tels que : *il faut tout de suite sortir du nucléaire*. Cherchons plutôt à préparer notre futur de façon rationnelle : ne nous engageons pas sur une voie avant d'avoir soigneusement regardé où elle nous mène.

Jean ALLORENT.



A NOTER SUR VOS AGENDAS 2012

* Jeudi 26 Janvier à 19h

à la maison des associations.

Soirée festive

au cours de laquelle Espaces Dialogues présentera ses vœux pour 2012.

Les détails de cette soirée seront annoncés sur notre site web et dans la presse.

* Vendredi 17 Février après-midi et Samedi 18 toute la journée

au Pavillon Joséphine, Parc de l'Orangerie à Strasbourg

COLLOQUE

« Vers une solidarité effective dans les efforts pour le développement »

organisé par Espaces Dialogues avec l'AMSED et la Commission Justice et Paix

Le programme détaillé du colloque a été publié dans la Lettre précédente.

* Mardi 27 Mars à 20h :

à la Maison des associations de Strasbourg

Assemblée générale

Un courrier complet sera envoyé à tous les membres d'Espaces Dialogues en temps utile.

Les dates des prochaines Lectures citoyennes ne sont pas encore fixées pour 2012.

* * * *

Pour mettre à jour votre agenda, n'hésitez pas à consulter notre site web :

<http://www.espacesdialogues.org>

Vous y retrouverez aussi les textes des précédentes Lettres, Lectures citoyennes, colloques et autres manifestations organisés par l'association.

Merci de faire connaître notre site, et aussi de nous faire des suggestions !

ESPACES DIALOGUES La Maison des Associations 1a, place des Orphelins 67000 STRASBOURG
Site : <http://www.espacesdialogues.org> Courriel : espaces.dialogues@free.fr
Inscrite au Registre des Associations du Tribunal d'instance de Strasbourg, Vol LXXIV Dossier 107/1996
SIRET : 413 732 652 00016 Code APE : 913E